

3€

regards

JUIN 2017

**MACRON
PRÉSIDENT :
ET MAINTENANT ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

MACRON PRÉSIDENT : ET MAINTENANT ?

PRÉSIDENTIELLES : COMMENT MACRON EN EST ARRIVÉ LÀ

**P. 04 - Premier tour de la présidentielle : radiographie
d'un vote éclaté**

P. 14 - Prolonger le refus, reconstruire l'espoir

P. 22 - Requiem pour le Parti socialiste

**P. 26 - Combien de temps le «barrage contre le FN»
peut-il tenir ?**

MACRON À FRONTS OUVERTS

**P. 30 - L'inspection, premier plan social
de la nouvelle ministre du Travail**

**P. 34 - Conflits sociaux : pas d'état de grâce pour
le gouvernement Philippe**

**P. 38 - Macron et la réforme de l'Europe, de la poudre
de berlinpinpin ?**

MINORITÉS EN LUTTE : LES IMAGES ET LES MOTS

**P. 42 - Anne Hidalgo et la Licra en croisade contre
la non-mixité**

**P. 46 - Hanouna, Bolloré et les LGBT : la guerre des images
est déclarée**

PRÉSIDENTIELLES : COMMENT MACRON EN EST ARRIVÉ LÀ

Inattendue il y a quelques mois, en partie due à des circonstances improbables, l'élection d'Emmanuel Macron témoigne avant tout d'une recomposition politique qui trace de nouvelles lignes de fracture aussi bien à droite qu'à gauche. Et qui, à la veille des élections législatives, est encore en cours.

Premier tour de la présidentielle : radiographie d'un vote éclaté

Comme prévu, les électeurs français se sont portés à peu près également sur quatre options, sans compter les 20% d'abstentionnistes. La crise politique s'est inscrite dans les urnes. Retour sur un résultat inédit...

Les profils des électorats

Une enquête de l'Ifop, sur un échantillon de plus de 3.500 personnes interrogées, permet de cerner un peu mieux le profil des électorats. L'âge oppose, aux deux extrêmes, un électorat jeune tenté plutôt par Jean-Luc Mélenchon (26% des moins de 35 ans et 29% des 18-24 ans) et un électorat âgé porté vers la droite traditionnelle d'un François Fillon (39% des plus de 65 ans, 34% des retraités). Et cela libère de la parole. Heureusement, peu de spectateurs ont vécu ces conditions-là, mais le film renvoie à la place du travail dans la vie de chacun, il interroge.

IFOP - Le vote au premier tour de l'élection présidentielle (en pénétration)

	Mélenchon (%)	Hamon (%)	Macron (%)	Fillon (%)	Le Pen (%)
AGE DE L'INTERVIEWE(E)					
Moins de 35 ans	26	8	23	12	23
18 à 24 ans	29	8	23	12	21
35 à 64 ans	21	7	24	15	24
65 ans et plus	12	3	26	39	14
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)					
PCS+	17	9	32	22	12
Profession intermédiaire	26	11	27	10	17
PCS-	24	5	16	10	34
Employé	24	6	18	12	30
Ouvrier	25	5	15	6	39
INACTIF	16	5	25	29	18
Retraité	12	3	27	34	17
STATUT PROFESSIONNEL					
Dirigeant d'entreprise	13	8	25	29	15
Salarié	23	7	24	11	25
Salarié du secteur privé	23	6	23	12	26
Salarié du secteur public	23	9	26	10	22
Chômeur	32	9	14	10	20
NIVEAU D'EDUCATION					
Inférieur au baccalauréat	20	4	17	18	31
Baccalauréat	22	7	19	17	25
Supérieur au baccalauréat	18	8	31	23	13
En cours d'études	31	10	30	19	8
TAILLE D'UNITE URBAINE					
Communes rurales	19	6	22	18	26
Communes urbaines de province	19	6	25	20	21
Agglomération parisienne	22	8	27	22	14
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche	38	13	40	2	3
Europe Ecologie / Les Verts	38	25	20	6	2
Modem	9	6	60	11	3
Droite	3		11	62	9
Front national	2		1	4	91
Sans sympathie partisane	24	5	21	15	22
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)					
Jean-Luc Mélenchon	73	6	10	1	4
François Hollande	26	16	48	2	6
François Bayrou	11	5	52	13	6
Nicolas Sarkozy	3		17	60	14
Marine Le Pen	4		3	8	80
Ni l'un ni l'autre	16	8	31	26	13

PRÉSIDENTIELLES : COMMENT MACRON EN EST ARRIVÉ LÀ

IFOP - Le vote au premier tour de l'élection présidentielle (en composition)

	Melenchon (%)	Hamon (%)	Macron (%)	Fillon (%)	Le Pen (%)
AGE DE L'INTERVIEWE(E)					
Moins de 35 ans	30,6	27,6	22,2	13,5	25,4
18 à 24 ans	13,8	12,3	9,0	5,6	8,9
35 à 64 ans	56,1	60,1	53,0	41,3	59,3
65 ans et plus	13,3	12,3	24,8	45,2	15,3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)					
PCS+	13,3	21,2	21,0	17,5	9,1
Profession intermédiaire	19,7	24,6	16,7	7,1	11,6
PCS-	33,1	23,0	18,6	13,1	42,5
Employé	18,8	13,7	11,8	9,4	22,1
Ouvrier	14,3	9,3	6,8	3,6	20,4
Inactif	33,9	31,3	43,7	62,4	36,8
Retraité	18,5	15,7	33,7	52,2	23,6
NIVEAU D'EDUCATION					
Inférieur au baccalauréat	30,7	19,2	22,2	27,7	45,5
Baccalauréat	27,3	25,8	19,7	20,3	28,8
Supérieur au baccalauréat	39,0	51,9	55,7	50,2	24,9
En cours d'études	3,0	3,1	2,4	1,9	0,7
TAILLE D'UNITE URBAINE					
Communes rurales	25,6	25,0	23,1	23,1	30,9
Communes urbaines de province	56,6	55,1	59,4	59,5	58,4
Agglomération parisienne	17,8	19,8	17,5	17,3	10,7
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche	76,7	82,5	66,6	4,2	5,2
Modem	1,7	3,4	9,3	2,1	0,6
Droite	3,5	2,0	11,1	79,8	11,2
Front National	1,3	0,7	0,9	3,1	68,4
Sans sympathie partisane	16,4	10,9	11,9	10,2	14,1
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)					
Jean-Luc Mélenchon	29,7	7,6	3,2	0,5	1,5
François Hollande	29,4	57,3	45,5	2,8	6,9
François Bayrou	4,4	6,1	16,3	5,1	2,1
Nicolas Sarkozy	3,4	1,2	16,8	70,6	15,2
Marine Le Pen	3,5	0,3	2,0	6,3	59,4

La ventilation des groupes sociaux est tout aussi éclatée que celle de l'électorat dans son ensemble. On note toutefois une surreprésentation des catégories socioprofessionnelles supérieures chez Emmanuel Macron (32%) et des catégories inférieures chez Marine Le Pen. Jean-Luc Mélenchon se situe dans une situation intermédiaire, attirant 26% des professions intermédiaires et 24% des catégories inférieures. Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon se partagent les électeurs en cours de formation, essentiellement étudiants (30% et 31%).

Marine Le Pen est la mieux placée dans les communes rurales (25%), Emmanuel Macron dans les communes urbaines de province (25%) et dans l'agglomération parisienne (27%).

Pour l'essentiel, les électeurs proches d'une organisation politique de gauche se sont partagés entre Emmanuel Macron (40%) et Jean-Luc Mélenchon (38%), Benoît Hamon se contenant d'un modeste 13%. Il est à noter que, malgré la décision des Verts de rallier la candidature de Benoît Hamon, 38% de leurs proches ont préféré in fine le leader de la France insoumise.

Aucun candidat ne récupère la totalité des voix de la présidentielle précédente. La mieux placée sur ce plan est Marine Le Pen, qui a attiré 80% de ses soutiens de 2012, suivie par Jean-Luc Mélenchon (73%). Les électeurs de François Hollande ont pour moitié choisi Emmanuel Macron, mais un

quart a rejoint Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon se contentant là encore d'un modeste 16%.

Enfin, l'enquête confirme que ceux qui se déclarent « sans sympathie partisane » se partagent entre Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, avec semble-t-il une petite préférence pour le premier (24%).

L'Ifop propose en outre un profil intéressant des électeurs. Celui de Jean-Luc Mélenchon est jeune (près d'un tiers de moins de 35 ans), socialement populaire (un tiers de catégories socioprofessionnelles inférieures), mais éduqué (près de 40% de formation au-delà du baccalauréat). Il est aux trois quarts composés de proches des formations politiques de gauche et pour 16% de personnes « sans sympathie partisane » (ce qui n'indique pas la position sur l'axe gauche-droite).

Celui de Marine Le Pen est plus populaire (plus de 40% de catégories inférieures) et moins éduqué (45% de formation inférieure au baccalauréat). Il se dit à près de 70% proche du FN, à un peu plus de 10% proche de la droite et à 14% sans sympathie partisane.

Celui de Emmanuel Macron est plus âgé que les deux précédents (25%), moins populaire (20% de catégories supérieures), plus éduqué (56% de formation post-baccalauréat). Pour les deux tiers, il est situé politiquement à gauche. Il a voté à

PRÉSIDENTIELLES : COMMENT MACRON EN EST ARRIVÉ LÀ

45% pour Hollande en 2012 et pour plus de 30% à droite.

La répartition géographique

Les données par commune révèlent l'implantation large du Front national. Marine Le Pen arrive en tête dans près de 19.000 communes, soit près de 54% du nombre total. Emmanuel Macron se contente, lui, de l'emporter dans 7.000 communes environ (20%), François Fillon dans 5.000 d'entre elles (16%) et Jean-Luc Mélenchon dans 3.500 environ (un peu moins de 10%). Le malheureux Benoît Hamon se contente du chiffre bien modeste de 16, derrière Jean Lassalle (78) !

Le vote dans les métropoles							
Libellé de la commune	2012			2017			
	Le Pen	Mélenchon	Hollande	Hamon	Le Pen	Macron	Mélenchon
Aix-en-Provence	14,6	11,2	26,8	5,6	14,9	26,4	19,6
Angers	10,0	11,1	33,5	9,6	10,0	30,0	21,3
Bordeaux	8,2	12,2	33,1	10,1	7,4	31,3	23,4
Brest	11,6	12,5	37,4	14,0	13,0	28,0	22,8
Cannes	10,9	15,4	36,3	10,8	10,7	28,6	28,9
Le Havre	17,4	16,5	30,2	6,3	20,2	21,4	29,6
Le Mans	13,4	12,9	34,5	7,7	13,5	26,6	22,3
Lille	13,4	15,4	35,0	10,9	13,8	25,0	29,9
Lyon	9,9	11,8	30,2	9,1	8,9	30,3	22,9
Marseille	21,2	13,8	28,0	5,3	23,7	20,4	24,8
Montpellier	13,7	15,7	35,0	8,9	13,3	24,7	31,5
Nantes	7,8	12,4	36,2	11,0	7,1	30,8	25,5
Nice	23,0	9,2	22,4	4,2	25,3	20,5	17,3
Nîmes	20,6	13,4	27,2	6,1	21,6	21,3	24,0
Paris	6,2	11,1	34,8	10,2	5,0	34,8	19,6
Reims	18,4	10,7	30,1	6,7	21,9	24,3	20,3
Rennes	7,3	13,4	39,8	13,6	6,7	31,9	25,9
Saint-Etienne	17,6	13,3	32,5	6,2	17,1	24,8	24,9
Strasbourg	11,9	11,4	32,1	9,4	12,2	27,8	24,4
Toulon	23,4	9,5	23,0	4,3	27,3	19,1	17,6
Toulouse	10,3	15,9	34,4	10,4	9,4	27,3	29,2
TOTAL	12,1	12,4	32,3	8,9	12,0	28,6	22,9

Le regard se modifie quand on tient compte de la taille. Si l'on s'en tient aux 600 communes les plus peuplées (nombre d'inscrits supérieur à 10.000). Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon y obtiennent des scores supérieurs à leur moyenne nationale (26,5% et 22,2%), François Fillon fait un peu mieux (20,7%), tandis que Marine Le Pen est nettement en retrait (16%). Le total Hamon-Macron fait 34% contre 30,4 au plan national.

Tandis que Marine Le Pen et le total Hamon-Macron progressent modestement sur les scores Marine Le Pen et Hollande de 2012 (1,3% et 2,8%), Jean-Luc Mélenchon gagne un peu plus de 10% sur 2012, soit une progression légèrement plus forte que la progression nationale moyenne (indice 183 contre 174).

L'évolution dans les métropoles est encore plus nette. Marine Le Pen n'est en tête que dans une d'entre elle (Toulon) et François Fillon dans deux (Aix-en-Provence et Nice). Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont la part du lion : Emmanuel Macron est en tête dans dix grandes villes (dont Paris et Lyon), Jean-Luc Mélenchon dans huit (Marseille, Toulouse, Montpellier, Lille, Le Havre, Saint-Etienne, Nîmes et Grenoble). La dynamique

Les évolutions (en indices)						
Libellé de la commune	Abstention	Mélenchon	Le Pen	Macron/ Hollande	Hamon/ Hollande	Hamon + Macron / Hollande
Aix-en-Provence	108	175	103	99	21	119
Angers	113	192	100	90	29	118
Bordeaux	108	192	90	95	30	125
Brest	110	182	112	75	38	112
Grenoble	118	188	98	79	30	109
Le Havre	101	180	116	71	21	92
Le Mans	91	172	101	74	22	97
Lille	98	194	103	72	31	103
Lyon	97	193	90	100	30	130
Marseille	117	179	112	73	19	92
Montpellier	112	201	98	71	25	96
Nantes	99	208	92	85	30	116
Nice	107	188	110	92	19	111
Nîmes	119	179	105	78	22	101
Paris	81	176	81	100	29	129
Reims	102	190	119	81	22	103
Rennes	107	192	91	80	35	115
Saint-Etienne	118	188	97	76	25	102
Strasbourg	89	214	103	66	29	116
Toulon	117	188	117	83	19	102
Toulouse	118	183	91	79	30	109
TOTAL	100	185	99	88	28	116

métropolitaine, comme en 2012, est du côté de Jean-Luc Mélenchon. En 2012, il regroupait au total 12,4% des suffrages dans l'ensemble des 21 villes ; il y obtient 22,9%, là encore une progression supérieure à la moyenne nationale (indice 185). En sens inverse, la progression de Marine Le Pen est enrayée et son niveau global est modeste (12%). Quant au total Hamon-Macron, il progresse plus modestement (37,5% contre 32,3%), de moins d'un cinquième du niveau précédent.

L'analyse des départements est elle aussi instructive (cliquez [ici](#) pour accéder au fichier). Marine Le Pen confirme une fois de plus l'implantation nationale du FN. À l'exception des Hauts-de-Seine et de Paris, elle est partout au-dessus de 10% des suffrages exprimés. Elle est au-dessus de sa moyenne nationale dans 55 départements métropolitains et passe le seuil des 30% dans 12 d'entre eux, dans le Nord, l'Est et le bassin méditerranéen. À l'exception de la région parisienne, elle progresse partout, plus que la moyenne dans 56 départements.

Mais l'évolution la plus marquante est dans la distribution territoriale du vote Jean-Luc Mélenchon. Lui aussi confirme la nationalisation du vote entamée en 2012. Alors que, dans certains départements, le vote communiste touchait aux lisières de la marginalisation (moins de 5%) avant 2012, le vote Jean-Luc Mélenchon a retrouvé la distribution qui était celle du PCF avant son déclin électoral. En 2017, les votes se distribuent entre 34% en Seine-Saint-

Denis à 13,6% en Haute-Corse ; 35 départements le placent au-dessus de la barre des 20%, aucun n'étant au-dessous des 10%. À la différence de Marine Le Pen, il progresse partout, doublant même son score dans le Bas-Rhin, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis. Il progresse plus que la moyenne dans 36 départements.

Dans l'ensemble, le vote Jean-Luc Mélenchon s'insère dans l'espace électoral, communal et départemental, qui fut celui du communisme français, à quoi s'ajoute une implantation (notamment dans le Sud-Ouest) plus proche de celle de la gauche socialiste traditionnelle.

Une phase nouvelle ?

La séquence présidentielle aura sans nul doute des effets contradictoires. Elle aura tout à la fois montré la forte prégnance du Front national, bien inséré dans le tissu communal, et les limites de son expansion, notamment dans l'espace urbain.

Il a aussi révélé les fragilités d'une droite classique, qui a voulu s'ancrer dans une radicalité traditionnelle avec François Fillon et qui n'y a gagné que le recul et l'enfermement dans un espace vieillissant. La droite est désormais déchirée entre la tentation de l'extrême (qui dépendra pour une part de la dynamique interne au Front national) et l'option plus «centriste» que la primaire des droites avait repoussée. Mais, pour l'instant, c'est une variante centriste un peu plus déportée vers la gauche qui tient le haut du pavé.

Le socialisme est d'ores et déjà éclaté. Une moitié de l'électorat socialiste de 2012 a choisi l'option rassurante d'un centre, plus proche du démocratisme à l'américaine ou à l'italienne que des tentations centristes de la IV^e République. Cette option ne manquera pas de soutiens au sein du PS actuel. Mais elle se heurtera à l'incertitude des ancrages territoriaux, à la volatilité possible d'un électorat composite et aux difficultés prévisibles d'une gestion libérale assumée. Une part du socialisme s'agrègera-t-il à la gauche de gauche ? L'incertitude est de mise.

La clé dépendra donc pour une large part de ce qui se passera à la gauche de la gauche. Jean-Luc Mélenchon, malgré son amertume d'un soir de premier tour, a réussi son pari. Il s'est mis en marge des structures incertaines du Front de

gauche, a créé un mouvement autour de sa candidature et s'est imposé comme un postulant possible au pouvoir. À un moment où le socialisme est en crise, il a remis l'équilibre de la gauche à un niveau qui était le sien avant la dynamique impulsée par Mitterrand.

Avec lui, la gauche de gauche est désormais en état d'imposer sa marque sur la gauche tout entière et, ce faisant, de redonner aux catégories populaires le sens de l'espérance sociale et le goût de l'égalité. Encore faut-il que son organisation politique soit à la hauteur et qu'elle puisse entraîner la totalité d'un espace critique, dont une part est restée encore en marge de la dynamique présidentielle. Les mois qui suivront la vague électorale seront bien sûr décisifs en la matière.

● ROGER MARTELLI

Prolonger le refus, reconstruire l'espoir

Gauche absente au second tour, digues fragilisées contre le FN, faible vote de conviction pour le président, issue incertaine des législatives, opportunités pour la gauche de gauche... Roger Martelli analyse les enseignements de la présidentielle.

1. Pour la troisième fois depuis que le président de la République est élu au suffrage universel, la gauche était absente du second tour. La nouveauté est que, cette fois, la mésaventure est advenue, en même temps, à la gauche et à la droite de gouvernement. Pour les deux blocs qui se partageaient l'Assemblée nationale, la plupart de leurs électeurs se sont trouvés placés devant, au mieux, un choix par défaut.

Le résultat est dans les chiffres : au moins 25% d'abstentions et 8,8% de votes blancs ou nuls. Au total, un électeur sur trois a dit qu'on le contraignait à un choix impossible. C'est à peine moins qu'en 1969 (le total des abstentions et du vote blanc s'élevait alors à 35,6%). On retiendra cette fois le signal particulier que donne le niveau record des votes blancs, qui double presque par rapport à ses scores les plus élevés de 1995, 2012, 1969 et 2012. Alors que l'abstention est à la fois un phénomène social (la mise à l'écart des catégories populaires) et un indice d'insatisfaction politique, le vote blanc est un acte politique conscient, propre à une population souvent éduquée et politisée. Voici quelque temps que se renforce l'idée que ce vote doit être comptabilisé comme un choix à part entière : le scrutin présidentiel de 2017 renforce sans conteste cette exigence.

Les abstentions à l'élection présidentielle depuis 1965		
Élection	Date	Abstention
1965	05-déc	15,2 %
	19-déc	15,7 %
1969	1er juin	22,4 %
	15-juin	31,1 %
1974	05-mai	15,8 %
	19-mai	12,7 %
1981	24-avr	18,9 %
	10-mai	14,1 %
1988	24-avr	18,6 %
	08-mai	15,9 %
1995	23-avr	21,6 %
	07-mai	20,3 %
2002	21-avr	28,4 %
	05-mai	20,3 %
2007	22-avr	16,2 %
	06-mai	16,0 %
2012	22-avr	20,5 %
	06-mai	19,7 %
2017	23-avr	22,2 %
	07-mai	24,7 %

Votes blancs et nuls à l'élection présidentielle (second tour)		
Élection	% des inscrits	% des votants
1965	2,3	2,7
1969	4,5	6,4
1974	1,2	1,3
1981	2,5	2,9
1988	3	3,6
1995	4,8	6
2002	4,3	5,4
2007	3,5	4,2
2012	4,7	5,8
2017	8,7	11,5

2. Le score du Front au premier tour et le résultat du second suggèrent que les digues existent encore, qui empêchent l'extrême droite d'accéder au pouvoir, comme elle a pu y parvenir dans d'autres pays, y compris au sein de l'Union européenne. Mais nous constatons aussi, une fois de plus, que ces digues sont moins étanches que par le passé. La peur d'une victoire du Front national est désormais contrebalancée par les colères

qui se portent contre ceux que le système électoral majoritaire place face à elle au second tour. Le «tout sauf le FN» n'a plus la vigueur qui était la sienne naguère.

Le Front obtient certes un résultat inférieur à ses attentes, moins élevé que ne l'annonçaient les sondages de début de campagne, moins fort que ne le suggéraient les élections départementales et régionales de 2015. Mais il a malgré tout confirmé

PRÉSIDENTIELLES : COMMENT MACRON EN EST ARRIVÉ LÀ

la conjonction préoccupante d'une influence nationale réelle et d'une implantation territoriale solide, notamment dans la France du Nord, de l'Est et du Sud-Est (voir les données citées plus loin).

Il ne sert à rien, alors, de mettre en cause ceux qui ont considéré qu'ils n'avaient pas à choisir entre la mondialisation et l'exclusion nationale. La responsabilité est à chercher du côté de ceux qui ont érodé le sens du conflit séparant historiquement la droite et la gauche, autour de la question de l'égalité et de la liberté. À force de préférer la compétitivité, la flexibilité, l'équilibre budgétaire, l'état de guerre et l'état d'urgence, on finit par nourrir l'idée que la gauche et la droite se sont rejointes en acceptant les normes de la concurrence et de la gouvernance.

L'extrême droite reste un mal absolu, aujourd'hui comme hier. Mais il n'est plus possible de continuer à gérer la France comme avant, et cela imperturbablement pendant cinq ans, pour appeler in extremis au rassemblement contre la droite extrême.

Cette stratégie est vouée à l'échec, à très court terme. Marine Le Pen a d'ores et déjà doublé le score de son père, quinze ans plus tard. La politique impulsée demain par le nouvel hôte de l'Élysée a toutes les chances d'accroître la colère et, au-delà même,

de nourrir le ressentiment qui pousse aux actes désespérés. Le second tour de 2002 était un signe inquiétant ; celui de 2017 doit être pris comme le fracas d'un tocsin.

Les territoires qui se vivent à juste raison comme voués à une certaine marginalité et au déclin, les catégories populaires les plus fragilisées par le recul de l'État-providence ont fini par s'habituer, trop souvent majoritairement, à l'idée que le Front national est pour eux l'ultime recours, dans une logique de fermeture et de repli. C'est à cela qu'il convient désormais de s'attaquer, pour éradiquer les impasses de situations électorales qui, avec le temps, paraissent à beaucoup comme ouvrant sur des choix impossibles.

Le temps des apprentis sorciers, qui ont nourri cette trajectoire, devrait être résolument forclos. Le vote Mélenchon a montré qu'il est une seule façon de stopper l'avancée du Front national : en lui opposant une gauche bien à gauche, populaire, ancrée dans ses valeurs fondatrices et capable de les moderniser. Quelle qu'ait été la configuration frustrante du second tour, c'est son résultat qui a été l'événement le plus marquant de toute la séquence électorale.

3. Emmanuel Macron a, sans surprise, obtenu un large écart avec son adversaire du second tour. Mais, des deux candidats, il

est celui qui a recueilli la part la plus faible des votes de conviction. Le nouvel élu ne peut donc se prévaloir d'une majorité de soutien aux options qu'il a énoncées au fil des mois. Il a bénéficié du refus que suscite encore le parti frontiste ; cela ne fait pas oublier qu'au premier tour – celui, où l'on choisit en principe – il n'a pas atteint les 25% des suffrages exprimés.

En approchant les 44% des électeurs inscrits, il n'est certes pas le président numériquement le plus mal élu des annales du scrutin présidentiel (voir

tableau ci-après). Il est bien au-dessus de Georges Pompidou en 1969 ou de Jacques Chirac en 1995. Mais il est loin des 60% de ce dernier en 2002. En fait, si l'on additionne la part des électeurs de François Fillon et ceux de Jean-Luc Mélenchon qui se sont portés sur lui contre Marine Le Pen (ils seraient autour de la moitié dans les deux cas), il n'est pas si loin de son pactole électoral du premier tour. Il pourrait être, dès lors, le président qui dispose des bases les plus fragiles pour le fameux «état de grâce» que l'on promettait autrefois aux nouveaux élus.

Les résultats du second tour depuis 1965 (% des inscrits)			
1965	1969	1974	1981
de Gaulle 45,3	Pompidou 37,5	Giscard d'E. 43,8	Giscard d'E. 40,2
Mitterrand 36,7	Pohier 26,9	Mitterrand 42,4	Mitterrand 43,2
1988	1995	2002	
Mitterrand 43,8	Chirac 39,4	Chirac 62	
Chirac 37,2	Jospin 35,5	J.M. Le Pen 13,4	
2007	2012	2017	
Sarkozy 42,7	Hollande 39,1	Macron 43,7	
Royal 37,7	Sarkozy 36,6	M. Le Pen 22,6	

4. On sait qu'une élection d'un nouveau président ne vaut que si elle s'adosse à des élections législatives qui lui donnent la base parlementaire dont il a besoin pour gouverner. La logique majoritaire des

institutions lui assure théoriquement un avantage en ce sens et, jamais jusqu'alors, un président n'a manqué au départ du bloc nécessaire pour appliquer son programme.

Mais nous ne sommes plus dans cette époque, construite par le général de Gaulle, où l'esprit des institutions allait de pair avec l'état du dispositif politique. Pendant longtemps, le principe majoritaire s'est appuyé sur un affrontement clair entre la gauche et la droite et, dans chaque camp, une force politique pouvait jouer un rôle dominant. Or ce modèle est doublement remis en cause, par les aléas d'un clivage épuisé par les gestions suivies de part et d'autre, et par la perte de légitimité du système partisan lui-même. La présidentielle qui vient de s'achever a confirmé la crise des identifications politiques et l'éclatement du paysage général en quatre grands ensembles, à peu près équivalents en impact et par ailleurs plus ou moins cohérents.

Le caractère quasiment automatique du lien entre les consultations présidentielle et législatives n'est donc plus assuré comme par le passé. A priori, le nouveau président ne manque pas d'atouts dans la confrontation électorale qui va s'ouvrir. Il dépasse les 25% dans 190 circonscriptions métropolitaines et les 20% dans 412 d'entre elles. Arithmétiquement, la seule qui l'approche est Marine Le Pen, qui bénéficie même d'une implantation plus ancienne que la sienne. Mais l'arithmétique et la politique ne font pas toujours bon ménage.

Les quelques données de sondage disponibles laissent prévoir pour l'instant une dispersion comparable à celle du premier tour présidentiel. Selon Ipsos, une majorité de sondés ne souhaite pas qu'Emmanuel Macron ait une majorité absolue de députés pour conduire sa politique. Quant à l'Ifop et à Harris Interactive, ils testent les premières intentions de vote : 22 à 26% pour des candidats d'En marche !, 20 à 22% pour la droite gouvernementale, 20 à 22% pour le FN, 8 ou 9% pour le PS, 3% pour EE-LV. La France insoumise est placée de 13 à 16% et le PCF à 2%.

De façon plus générale, si l'élection législative, accolée à la présidentielle depuis l'instauration du quinquennat, avantage par nature le président désigné, elle inclut des paramètres locaux qui peuvent brouiller la logique institutionnelle. Macron a ainsi pour lui sa position à la tête de l'État ; la droite gouvernementale a pour elle la densité de ses réseaux locaux.

5. Quant à la gauche de gauche, elle a des possibilités non négligeables que confirment les données de sondage. Elle avait mal réussi le passage de la présidentielle aux législatives en 2012. Elle peut bénéficier demain de la dynamique exceptionnelle du vote Mélenchon. Dans une quarantaine de circonscriptions, celui-ci a réuni

Nombre de départements par tranches (1^{er} tour)

% exprimés	Le Pen	Fillon	Macron	Mélenchon
Plus de 35 %	1	0	0	0
Plus de 30 %	12	0	3	1
Plus de 25 %	31	10	27	2
Plus de 20 %	63	34	66	35

Nombre de circonscriptions par tranches (1^{er} tour)

% exprimés	Le Pen	Fillon	Macron	Mélenchon
Plus de 35 %	20	8	10	11
Plus de 30 %	81	24	52	27
Plus de 25 %	190	72	190	66
Plus de 20 %	303	215	412	226

plus de 30% des suffrages exprimés et plus de 25% dans 66 d'entre elle. D'ores et déjà, une part importante de cet électorat affirme son intention de prolonger son vote aux législatives.

Mais l'une des conditions pour passer d'un scrutin à l'autre est l'unité totale des forces qui ont soutenu la candidature du leader de la France insoumise. La force qu'il a constitué sous ce label a fait la preuve de son efficacité. À ce titre, elle est habilitée à rassembler, sans pour autant qu'il soit besoin de contraindre à se rallier à elle tous ceux qui n'ont pas fait aujourd'hui le choix de rejoindre le nouveau mouvement.

Dans une enquête réalisée par You Gov pour le Huffington Post, plus des deux tiers des personnes interrogées à la fin avril (69%) considèrent que le Front de gauche est uni, ce qui constitue un pourcentage nettement plus élevé que pour toutes les autres composantes partisans. Le chiffre est plus important encore chez les sympathisants de la gauche de gauche (71%) et surtout chez les plus jeunes, qui ont été un noyau de la dynamique Mélenchon en 2017 (71%).

Tous ceux-là ne peuvent être déçus : la raison doit donc l'emporter pour parvenir à un accord au plus tôt.

6. Le second tour atypique que nous venons de vivre s'est décidé au premier, dans un écart de voix somme toute modeste, les quatre premiers se situant à un niveau globalement équivalent, ce qui autorisait sur le papier toutes les hypothèses de second tour. Mais on ne peut négliger des données de fond, qui conditionnent la répartition des forces réelles. Trois d'entre elles peuvent être retenues ici : la démobilisation civique des catégories populaires, depuis le début des années 1980, après une longue phase de poussée de la participation civique ; la crise d'une droite traditionnelle perturbée par la dynamique du Front national ; la fragilité d'une gauche désarçonnée par plus de trois décennies d'hégémonie d'un socialisme en voie de recentrage permanent et, ce faisant, privée de son ancrage populaire d'hier.

La gauche de gauche peut aborder l'épisode législatif avec une confiance lucide. Elle part d'un résultat qui rappelle les scores anciens du PCF, qui s'inscrit dans sa trace historique, qui la redynamise en partie (mais pas partout) et qui en même temps la déborde, territorialement, socialement et symboliquement. Dans ce cadre, une campagne législative bien menée, de façon claire, sans ambiguïté et sans sectarisme, a toutes ses chances de porter ses fruits.

Ils ne s'avèreront toutefois durables que dans le contexte d'une recomposition d'envergure. Au début des années 1970, le Parti socialiste mitterrandien a su incarner l'esprit d'une gauche bien à gauche, mais renouvelée. On sait ce qu'il advint de ce passage de témoin entre un communisme incapable de se refonder et un socialisme qui se prit trop vite à confondre modernisation et capitulation.

Le vote Mélenchon montre, en France à l'instar de l'Espagne, du Portugal et peut-être de la Belgique, que la recomposition nécessaire peut s'appuyer enfin sur un vent de radicalité, qui rompt avec des décennies d'essoufflement socialiste. Encore faut-il que cette gauche requinquée n'oublie pas que la reconquête durable des catégories populaires ne passe par le ressentiment mais par l'espérance. Le Front national opposera le ressentiment à la logique économico-sociale d'Emmanuel Macron. La gauche bien à gauche s'attachera, elle, à raccorder la combativité nécessaire à la construction patiente d'un nouvel avenir pour une société égale, citoyenne et solidaire. Là devra se trouver le socle d'une véritable opposition à l'inacceptable. Avec lui, ce combat sera, non pas celui de deux France ou celui du «eux» contre «nous», mais l'élan du «tous ensemble» pour une nouvelle donne. Et pas seulement en France... ● ROGER MARTELLI

Requiem pour le Parti socialiste

Le score de Benoît Hamon enfonce un des derniers clous sur le cercueil du PS, puni à l'issue d'une campagne qui aura été l'aboutissement de ses compromissions, de ses incohérences et de son incapacité finale à incarner un espoir à gauche.

Avec 6,36 % et un peu moins de 2,3 millions de voix, le Parti socialiste et son candidat à l'élection présidentielle viennent de connaître un terrible naufrage. Benoît Hamon ne franchit la barre des 10 % dans aucune des treize régions françaises métropolitaines et obtient même moins de 5 % dans trois d'entre elles : Corse, Nouvelle Aquitaine et PACA.

Le PS, tel qu'il s'est construit au congrès d'Épinay en 1971, a vécu, agonisé et est désormais en état de mort clinique. Certes, parmi les nombreux docteurs à son chevet, nul ne semble prêt à le débrancher et on ne trouvera aucun médecin légiste pour signer l'acte de décès – enfin, pas encore, pas avant les élections législatives.

Une campagne sans objet

Les erreurs et malheurs de la campagne de Benoît Hamon furent nombreux, s'apparentant même à une forme de supplice chinois avec son petit filet

de trahisons quotidiennes. Incapable de comprendre le rejet des partis, le candidat socialiste s'est, de surcroît, engagé dans une interminable négociation avec EELV – démontrant au passage que un plus un, cela pouvait faire un demi. Mais, fondamentalement, là n'était pas son principal handicap. En réalité, sa campagne n'avait pas d'objet et il n'existait pas de fonction au vote Hamon.

Pris en tenaille entre la candidature d'Emmanuel Macron et celle de Jean-Luc Mélenchon, celui-ci n'avait pas d'espace politique. Le premier incarne la poursuite aggravée du quinquennat Hollande, la possibilité de préserver le système en l'état, mais il a été perçu par une partie significative de l'électorat socialiste comme une hypothèse acceptable pour éviter un affrontement Fillon-Le Pen au second tour. Jean-Luc Mélenchon a pour sa part su incarner le rejet, à gauche, de la politique gouvernementale, tout en traçant un chemin de reconquête de

l'électorat populaire et une perspective émancipatrice pour la jeunesse. Ne restait pas grand-chose, si ce n'est un reliquat de socialistes légitimistes et d'électeurs de gauche hostiles à Mélenchon.

La vengeance du vote utile

Pour battre la droite, pour être au second tour, pour être au plus haut au premier tour, les socialistes en avaient usé et abusé, jusqu'à la corde, de cet appel au vote utile. Exsangue d'un point de vue militant, réduit à peau de chagrin pour ce qui est des élus, sans idée et sans base sociale, il ne restait plus au PS que cet argument tant ressassé pour survivre. Avec un candidat passé sous la barre des 10 % dans les sondages, l'argument s'est retourné comme un gant, jouant contre le candidat socialiste. Lui qui, au début du mois de mars, se vantait de sa prétendue centralité pour expliquer qu'il pouvait être LE candidat de toute la gauche, s'est débattu un peu piteusement dans les dernières semaines en invoquant le «vote de conviction».

Le tandem Valls-Hollande souhaitait détruire la gauche française pour refaçonner une organisation politique de type parti démocrate à l'américaine, ils n'auront au final que dissous sans gloire leur propre parti. La gauche est bien vivante et, contre toute attente, a été à deux doigts de se qualifier pour le second tour.

Un entre-deux qui risque d'être un nulle part

Le Parti socialiste, tétanisé, espère encore vaguement sauver les meubles aux législatives. Rien n'est moins sûr. Fragilisé par un score catastrophique à l'élection présidentielle, affaibli par les multiples défaites électorales du quinquennat – qui ont lourdement grevé son trésor d'élus locaux –, le PS est affecté en profondeur dans sa capacité à encadrer son électorat traditionnel. Emmanuel Macron ayant, pour l'instant au moins, sèchement fermé la porte aux tenants d'une majorité gouvernementale avec lui, le PS se retrouve contraint à une politique d'autonomie. En son sein, et jusqu'à juin, se met donc en place une forme de synthèse, avec comme première victime, la cohérence politique.

En effet, pour ne fâcher personne, la «plateforme législative» ne devrait ni soutenir Macron, ni s'affronter à lui : un entre-deux qui risque bien d'être un nulle part. Après les législatives, la question du vote de confiance devrait mettre à rude épreuve l'unité de façade des socialistes. Y aura-t-il des ruptures ou bien s'agit-il de préparer le prochain congrès ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais nullement assuré d'une réélection dans sa circonscription de Trappes, Benoît Hamon semble échafauder un plan B. Il se murmure dans les couloirs de Solferino que l'ex candidat socialiste se verrait bien candidat aux sénatoriales de septembre en cas d'échec en juin. Au moins, avec les socialistes, on est toujours déçu.

● **ROGER MARTELLI**

Combien de temps le «barrage contre le FN» peut-il tenir ?

Impératif, certes, mais pas indiscutable : l'appel à s'opposer inconditionnellement à Marine Le Pen lors du second tour ne doit pas éluder que ce «barrage contre le FN» ne fait que retarder son avènement. Du moins tant qu'on ne sort pas de l'impasse libérale.

Inséparable de la banalisation de ses idées, la banalisation des résultats électoraux du Front national est tout aussi frappante. De fait, on est aujourd'hui très loin du choc d'avril 2002 et des manifestations qui avaient suivi. Le FN s'est institutionnalisé et ses récents résultats électoraux ont installé l'idée que sa candidate serait nécessairement au second tour, au point que son score apparaisse même «décevant» relativement aux prévisions.

Cette réédition du 21 avril, quoiqu'inattendue dans son casting, réédite le classique appel à «faire barrage au FN», selon lequel on peut ne considérer le dilemme du second tour que sous l'angle du désaveu sans ambiguïté qu'il faut opposer au post-fascisme du Front national, en atteignant une part de voix la plus élevée possible (en écartant

donc aussi l'éventualité du vote blanc). Le dilemme est alors instantanément réglé : la simple morale commande de voter pour l'opposant de Marine Le Pen, quel qu'il soit [1]. Ce n'est plus le vote utile, c'est le vote indispensable comme le fut celui de 2002.

Quinze ans après le 21 avril 2002

Dès lors, le discours tardif, confus et peu explicatif de Jean-Luc Mélenchon dimanche soir, dont le principal message a été son refus de donner de consigne de vote pour le second tour, a contribué à déchaîner l'indignation contre cette attitude irresponsable et une ambiguïté difficilement compréhensible dans ces circonstances. L'intention de s'abstenir exprimée par de nombreux «insoumis» (mais pas seulement), notamment via le hashtag #SansMoiLe7Mai, a alimenté

le reproche de ne pas voir la profonde différence entre ces deux maux et de ne pas saisir la nécessité d'être dans l'opposition à Emmanuel Macron plutôt qu'à Marine Le Pen.

Pour autant, vilipender et culpabiliser sans autre forme de procès ceux qui expriment la difficulté, voire le refus de se soumettre à l'injonction républicaine empêche de saisir les motifs de ces résistances, qui présentent des formes variables allant du malaise à la colère, et de considérer ce qu'elles disent de la situation politique. Il semble d'abord que l'on mesure mal le degré auquel le quinquennat a porté le sentiment de trahison, d'humiliation et d'écœurement chez les Français qui attendent que la gauche de gouvernement non seulement qu'elle soit de gauche, mais aussi ne multiplie pas les compromissions et les capitulations. Or Macron représente, pour eux, une pure production du PS hollandien et de sa conversion libérale, autant que l'assurance d'une totale absence de changement dans les orientations du pays.

Quinze ans après le précédent de 2002, on ne peut ignorer que permettre à Emmanuel Macron d'asseoir son quinquennat sur une légitimité plébiscitaire en escamotant qu'il n'a obtenu les suffrages que de 18% des inscrits au premier tour, c'est lui concéder un blanc-seing sans aucune garantie [2]. Que cette conséquence soit fatale n'enlève rien à l'amertume qu'elle suscite. Amertume, insuffisante, toutefois, pour

courir le risque d'un FN au pouvoir, ou d'un « simple » renforcement de celui-ci.

Front national contre «front républicain» : qui l'emporte à la fin ?

Plus inquiétant, le retour annoncé de l'appel au «front républicain» [3] perd progressivement de sa capacité à convaincre. Il s'apparente de plus en plus à un chantage sans aucune efficacité contre la progression du FN, tandis qu'il permet aux partis de gouvernement de conserver (de plus en plus mal) le pouvoir. Pouvoir qu'ils exercent en perpétuant les politiques qui, précisément, entretiennent la progression frontiste. Macron, s'il donne l'illusion de ne pas être le pur produit du système, a clairement indiqué qu'il poursuivrait la libéralisation de l'économie et le démantèlement des protections sociales, qu'il était un fervent partisan des politiques institutionnelles et économiques de l'UE, que la transition écologique n'était pas sa priorité et que la crise démocratique était le cadet de ses soucis.

Autant dire que sa thérapie d'ajustement libéral – «l'économie» doit être plus performante pour ceux qui profitent déjà de la mondialisation heureuse, au prix d'un prévisible surcroît de précarité, de pauvreté et d'inégalités – va s'inscrire, au mieux, dans la continuité des politiques menées depuis quarante ans, au pire (et au plus probable) dans leur aggravation. Sans aucune capacité à résoudre la crise politique globale, et avec le type de conséquences électorales désastreuses

dont les exemples se multiplient dans le monde.

L'élection d'Emmanuel Macron peut alors logiquement apparaître comme un simple sursis de cinq ans, son mandat préparant d'autant mieux l'avènement du FN que sa présidence s'annonce sous le signe d'une grande inconsistance intellectuelle et politique. Du moins si aucun projet politique nouveau, aucune «troisième voie» réellement progressiste ne se consolide rapidement. Or le «barrage au Front national» constitue aussi une digue qui protège le capitalisme financier dans sa forme extrême actuelle... lequel a même réussi à imposer son champion en se passant des partis de gouvernement. Cela ne dispense pas de voter contre Marine Le Pen, mais cela dit aussi l'immense frustration ressentie devant cette situation.

Sortir de la double impasse politique

Enfin, le caractère (légitimement) obligatoire du barrage au FN exprime dans ses termes mêmes une désespérante absence de choix. L'alternative entre le néolibéralisme et le post-fascisme, proposée avec un pistolet sur la tempe, donne une idée du déplorable rétrécissement des possibles en politique, résumé par le «voter contre». Devoir choisir l'un bien qu'il alimente l'autre, lui accorder une caution démocratique est d'autant plus difficile au moment où la campagne de la France insoumise a

justement cristallisé l'impérieux besoin d'une remise en cause du «système» politique et économique.

L'alternative attendue devra ouvrir des brèches dans l'hégémonie culturelle du libéralisme qu'assurent au premier chef les médias institutionnels qui sont, pour la plupart et à des degrés divers, détenus comme des places-fortes par l'idéologie dominante. Ils ont accordé une visibilité considérable au FN, souvent cautionné ses thèmes identitaires et parfois adopté son langage, tout en se montrant incapables de lui opposer une résistance intellectuelle un tant soit peu consistante – en particulier parce que la doxa libérale maintient son déni des apories de son modèle et prohibe toute critique crédible.

L'amalgame, encore effectué à haute dose lors de cette campagne, entre les programmes voire les idées de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, vise toujours à discréditer l'idée qu'un autre gouvernement soit possible (même le programme de Benoît Hamon a été répudié comme «utopiste»). Ce procédé de disqualification laisse l'électeur devant le choix de l'impasse libérale ou de l'impasse frontiste, l'une conduisant à l'autre. Le «barrage au FN» doit donc cesser d'être l'unique aboutissement électoral proposé ; et il n'y aura pas meilleur moyen de le barrer que de construire une proposition politique radicalement nouvelle, et résolument de gauche. @JEROMELATTA

MACRON À FRONTS OUVERTS

Le nouveau président de la République veut profiter d'un état de grâce qui confine à l'état de pâmouison pour s'attaquer en priorité aux protections sociales et au droit du travail. Il doit cependant s'attendre à des résistances, et à des dossiers brûlants sur le terrain social. Sur l'Europe en revanche, sa «révolution» attendra.

L'inspection, premier plan social de la nouvelle ministre du Travail

La nomination de Muriel Pénicaud, ex-DRH de Dassault et Danone, livre un message clair : les «réformes structurelles» seront menées au pas de charge. L'inspection du travail, soumise à de profondes coupes d'effectifs, est en première ligne.

Moins 16 % de postes à Paris, moins 10 % en Île-de-France, moins 13 % en région Grand-Est... Si ce n'est pas une mise en coupe réglée de l'inspection du travail, cela y ressemble fortement. En Île-de-France, la nouvelle a été annoncée le 2 mai aux représentants du personnel, soit entre les deux tours de la présidentielle. Les ministres passent mais, en silence, pièce par pièce, la casse de l'inspection continue. Loin d'infléchir la tendance, le nouveau gouvernement et sa ministre du Travail nommée mercredi 17 mai, Muriel Pénicaud, ex-DRH chez Dassault et chez Danone, présagent au contraire de son aggravation. Désabusés, les agents de l'inspection espèrent un

mouvement de solidarité plus large avec leur profession.

En attendant, ce jeudi, soit au lendemain de la nomination de la successeur de Myriam El-Khomri rue de Grenelle, les salariés du ministère du travail se sont mobilisés un peu partout en France. « Ce n'était pas délibéré, mais le timing est bon », constate Julien Boeldieu, le secrétaire national de la CGT au sein de cette administration. Un appel avait été lancé par une intersyndicale composée de l'intégralité des organisations qui y sont implantées. De quoi donner l'occasion à la nouvelle ministre, qui sera probablement amenée à diriger les prochaines réformes du code du

travail et de l'assurance chômage, de démontrer ses qualités en matière de « dialogue social ».

Chère @murielpenicaud , votre nomination est une excellente nouvelle pour le dialogue social ! Bravo et tous mes vœux de réussite

– Laurence Parisot (@LaurenceParisot)
17 mai 2017

À Aubervilliers, la Direccte occupée

À Paris, un peu esseulés, les agents organisaient un barbecue sur la place Stalingrad pour s'offrir un peu plus de visibilité. Avant une manifestation régionale devant le siège de la Direccte (les services déconcentrés du ministère) à Aubervilliers, qui a tourné en occupation du site, finalement levée en fin de soirée. Les personnels demandaient à rencontrer au plus vite leur nouvelle ministre, et que celle-ci revienne sur les baisses d'effectifs. En Île-de-France, 49 postes d'inspecteur ou contrôleur sur 468 doivent être supprimés d'ici la fin de l'année, dont 24 à Paris. Des programmes similaires seraient en préparation dans toute la France.

« L'annonce de ces suppressions de postes a été violente, se désole Émelyne, contrôleuse puis inspectrice à Paris depuis dix ans, syndiquée chez Sud-Travail. Aujourd'hui, on est déjà en sous-effectif, dans l'urgence permanente. Dans le même temps,

sur le terrain, on voit sans cesse des salariés épuisés par leur travail. C'est intolérable de supprimer encore des postes. Si nous ne sommes plus là pour limiter les abus, ça va être l'horreur ! »

2.000 agents pour 18 millions de salariés

« Nous devons déjà couvrir des secteurs de 10.000 salariés chacun, confirme sa collègue Louise, une contrôleuse de trente-et-un ans, membre de la CGT. Les collègues sont dépassés par la masse de travail, et les salariés ne parviennent plus à nous joindre. On est au bout de ce que l'on peut faire. En supprimant encore des postes, ils attaquent les os ! » « Le ministère du Travail subit de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité et des réorganisations, déplore l'intersyndicale locale dans un communiqué. Entre 2009 et 2017, les effectifs des Direccte ont diminué de près de 20 %, passant de 9.826 à 7.983 [agents]. »

Les inspecteurs et contrôleurs sont parmi les plus affectés par cette hémorragie, qui touche toutes les catégories de personnel du ministère. On compterait aujourd'hui à peine 2.000 agents de contrôle pour 18 millions de salariés concernés. « La nouveauté, détaille Julien Boeldieu, c'est qu'ils ne se contentent plus de ne pas remplacer les départs en retraite. Lorsqu'un poste est vacant, par exemple quand un agent est muté,

ils ferment le poste. Cette année, il n'y a que 28 postes ouverts au concours pour toute la France, alors qu'il y en a 27 fermés rien que sur la région Grand-Est ! »

Du contrôle... au conseil aux entreprises

Une neutralisation pure et simple de l'inspection est-elle en cours ? « Ils ne peuvent pas nous démanteler, car la France est signataire de la convention 81 de l'Organisation internationale du travail, relève Julien Boeldieu. Mais ils peuvent nous empêcher de fonctionner, nous orienter, transformer nos missions. » Outre les coupes au sabre dans les effectifs, l'inspection a vu son organisation évoluer ces dernières années. Tandis que les moyens affectés aux salariés diminuent, la hiérarchie demande, de plus en plus, aux inspecteurs de conseiller les entreprises.

« On cherche à nous transformer en service de conseil et d'audit, alerte Julien Boeldieu. Or le renforcement du conseil aux entreprises se fait au détriment du renseignement des salariés, qui est en train de disparaître », complète sa collègue Louise. La contrôlease s'inquiète des conséquences des réformes passées et futures : « Il y a eu une réforme par an sous François Hollande ! D'une part on réduit sans cesse les droits des salariés. D'autre part, ce sont ces réformes qui rendent le code illisible.

Nous sommes à peine formés, et n'avons même plus le temps d'assimiler les changements. »

Une lutte d'intérêt général

La perspective d'une nouvelle réforme, annoncée comme d'autant plus rapide qu'elle serait conduite par ordonnances, n'est donc pas pour rassurer les agents de l'inspection : « Un droit différent par entreprise, ce serait comme supprimer notre métier, estime Louise. On ne pourrait plus contrôler. » « On remet en cause toutes les institutions sur lesquelles les salariés peuvent s'appuyer pour faire valoir leurs droits, insiste Julien Boeldieu. L'inspection du travail, les institutions représentatives du personnel au sein des entreprises, les Prud'hommes... »

Confrontés à la mise en cause de leur métier, ainsi qu'aux attaques contre le code du travail, les inspecteurs se trouvent à la fois en première ligne, et isolés dans leur combat. « Le NPA, le PC ou LO publient quelques communiqués, note Julien Boeldieu. On a aussi été soutenus lors de l'affaire Tefal. Mais cela reste ponctuel. Pourtant, nous ne sommes pas les premiers concernés ! La solution passera par des luttes interprofessionnelles, notamment contre les ordonnances. » Pour Louise, il y a urgence : « Il faut y aller maintenant. Sinon, on va prendre cinq années de réformes. Ça serait terrible.

» @THOMAS_CLERGET

Conflits sociaux : pas d'état de grâce pour le gouvernement Philippe

Avant les législatives, l'exécutif s'agite pour éteindre les incendies qui couvent dans le pays. Un ballet qui cache mal l'impuissance d'une politique économique désormais soumise au bon vouloir des investisseurs privés.

L'action désespérée des salariés de GM&S dans la Creuse, prêts à faire sauter leur usine pour sauver leurs 280 emplois, a sonné comme un coup de tonnerre au cœur d'un mois de mai tout absorbé aux contemplations du «renouvellement politique» à la mode En Marche, et aux projections sur les législatives des 11 et 18 juin. Alors qu'il met sur les rails sa nouvelle réforme du code du travail, le gouvernement dirigé par Édouard Philippe, transfuge des Républicains accompagné à l'Économie par Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, est déjà rappelé aux réalités d'un pays déchiré par la crise sociale.

Chez GM&S, entreprise sous-traitante du secteur automobile, le gouvernement s'en tire à bon compte. L'intervention du ministre de l'Économie auprès des clients quasi-exclusifs de l'usine, PSA et Renault – dont l'État est actionnaire – a permis d'augmenter les commandes, poussant le tribunal de commerce à prononcer un délai supplémentaire. Les offres des repreneurs – à ce jour, trois se seraient signalés – seront examinées le 23 juin, conduisant à la liquidation du site, ou bien à sa relance. Une bouffée d'air provisoire pour les salariés. Mais aussi pour le gouvernement, à quelques encablures des législatives.

Multiplication des fronts sociaux

Cette semaine, l'exécutif s'est également démené pour mettre fin à la grève des transporteurs de matières dangereuses, un mouvement social lui aussi... explosif. À l'appel de la CGT, les conducteurs de camions-citernes étaient en grève depuis six jours, réclamant la prise en compte des spécificités de leur métier dans la convention collective. Avec 900 stations touchées, dont 500 en rupture, l'urgence n'était pas loin. « Le patronat du secteur ne voulait pas de négociations », explique Fabrice Angeï, secrétaire confédéral de la CGT. Le gouvernement a donc sorti l'extincteur, et dégainé un calendrier. Le mouvement a été levé jeudi 1er juin.

De nombreux fronts sociaux restent néanmoins ouverts. Toujours dans l'automobile, 120 salariés de l'entreprise Nobel plastiques, dans la Marne, sont menacés de perdre leur emploi à la suite d'une annonce de la maison mère, le groupe turc Ohran. Autre exemple : la multinationale Imperial Tobacco prévoit la fermeture des deux sites de la Seita, dernier fabricant de cigarettes en France, dont elle est propriétaire. 326 salariés pourraient rester sur le carreau. À Marseille, les dés sont jetés pour le fabricant d'aérosols Aérofarm, dont le site employant 50 personnes sera fermé à la fin du mois de juin.

Des filiales fragilisées par la loi Macron

Les exemples de « plans sociaux » ou

d'entreprises dont les comptes sont plombés pourraient ainsi être déroulés à volonté : Hanon Systems à Charleville-Mézières (Ardennes), CastMetal à Feurs (Loire), Whirlpool bien-sûr à Amiens (Somme), le spécialiste du tourisme TUI France (ex-Transat), le logisticien GEFCO (pour son troisième PSE en deux ans)... Ou encore La Poste, qui poursuit invariablement depuis dix ans ses réductions d'effectifs, malgré un capital détenu à 100% par l'État, et multiplie les fermetures d'agences et de plates-formes logistiques.

Dans cette hécatombe, le secteur du commerce de textile est particulièrement touché. Tati, ainsi que les enseignes Fabio Lucci, Gigastore et Degrif'Mania, toutes quatre filiales du groupe Eram, sont en redressement judiciaire depuis le 4 mai, fragilisant 1.700 emplois dans 140 magasins en France. Le tribunal de commerce de Bobigny doit se prononcer sur une reprise le 19 juin – lendemain du second tour des législatives – mais 4 à 500 salariés pourraient être licenciés, selon la CGT Commerce. « Chez Tati, les salariés paient la loi Macron, déplore son secrétaire général Amar Lagha. Eram est en bonne santé financière, mais les filiales ne peuvent plus se retourner contre la maison mère. »

La loi des investisseurs

Toujours dans le commerce d'habillement, le groupe Vivarte (Naf-Naf, André, la Halle aux chaussures, Kookaï...) prévoit à minima la

suppression de 570 emplois et la revente d'une partie de ses magasins. Dans cette entreprise, propriété de fonds d'investissement londoniens et étasuniens qui l'on rachetée en LBO, un conflit brutal est enraciné depuis de long mois. Les syndicats reprochent aux actionnaires d'avoir siphonné la trésorerie : « En 2016, la holding a demandé aux filiales de remonter le cash, raconte Amar Lagha. Ensuite, ils ont prêté à 11% en sens inverse ! Ils se sont enrichis pendant des mois sur le dos des salariés, en tuant l'entreprise ». À ce jour, rien n'est réglé chez Vivarte.

Chez Arc international, dans le Pas-de-Calais, les 5.500 salariés sont un peu plus sereins. Leur entreprise, numéro un mondial de la verrerie de table, a obtenu des engagements pour faire face à ses difficultés de trésorerie. Pour le moment, 25 millions d'euros ont été apportés à la société, répartis entre une filiale de la Caisse des dépôts (CDC International Capital) et un fond d'investissement public russe, accompagnés d'investisseurs du Koweït, d'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, du Bahreïn et de Chine. Le fond d'investissement américain PHP, actionnaire majoritaire, remet aussi la main à la poche pour dix millions d'euros.

L'État désarmé

« C'est un bon coup de comm', commente Philippe Maes, délégué syndical chez Arc. Ils oublient juste de dire que les

25 millions sont prêtés à 12 %, et que ce prêt était déjà programmé. » L'avenir du verrier reste incertain : les salariés attendent une nouvelle enveloppe de 25 millions en septembre, pour relancer les investissements et prolonger leur survie. L'État « n'est pas là pour faire des miracles », concédait Bruno Le Maire lors de sa visite sur le site le 19 mai, célébrant son sauvetage provisoire. Emmanuel Macron a aussi mis la main à la pâte de cette mise en scène, visitant les chantiers de Saint-Nazaire pour y annoncer un renforcement du rôle de l'État. Une image qui contraste avec son récent aveu d'impuissance, face aux salariés de l'usine Whirlpool.

Misant sur une politique de rigueur, de flexibilité et de baisse du « coût du travail » – c'est-à-dire des salaires – l'exécutif se condamne pourtant à un échec certain. Sans changement de cap et de cadre, l'État restera dépourvu des principaux leviers d'action sur le cours de l'économie, verrouillés par les règles européennes, le primat de la concurrence et de la libre circulation des capitaux. La fonction de Bruno Le Maire, numéro dix de l'exécutif, pourrait bientôt s'apparenter au « redressement productif » du gouvernement Ayrault : un ministère confiné à une geste impuissante de mise en scène de l'action étatique, et de renégociation interminable des « tours de table » actionnariaux. @THOMAS_CLERGET

Macron et la réforme de l'Europe, de la poudre de berlinpinpin ?

Sous l'œil bienveillant mais sourcilleux de Bruxelles et Berlin, le nouveau président veut sauver l'Europe en ravivant sa flamme, mais en amendant à peine des politiques auxquelles il adhère pleinement – à commencer par les «réformes structurelles».

Le 15 mai 2012, à peine investi, le tout frais président François Hollande se rend à Berlin pour y rencontrer Angela Merkel, dans un contexte où les velléités de «l'adversaire de la finance», notamment celle d'une politique européenne de croissance et de relance, inquiètent aussi bien l'Allemagne que la Commission. Il envisage alors de renégocier le pacte fiscal adopté en mars, de peser sur les termes du pacte budgétaire (ou TSCG, traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) en cours de discussion, et même de réviser l'attitude de l'Europe envers la Grèce.

La suite est connue : en octobre, le parlement français ratifie un traité qui renforce le sacro-saint pacte de stabilité de 1997 déjà durci en 2011 à la demande de la chancelière allemande, et grave un peu plus dans le marbre (fût-ce sans la constitutionnaliser) la «règle d'or» budgétaire, sans réelle contrepartie en matière de relance par l'investissement. Ce fut le premier, et non le moindre, des renoncements du quinquennat Hollande.

Rappels à l'ordre

Emmanuel Macron, qui a annoncé que sa première visite officielle à l'étranger

aurait aussi Berlin pour destination, n'aura pour sa part pas à se renier : il a toujours affirmé son attachement à l'Union et n'a jamais esquissé de remise en cause profonde de ses politiques économiques et monétaires. Libéral et libre-échangiste, avec un vernis social, il est l'incarnation idoine d'un changement de forme pour une continuité de fond.

Le flou de sa profession de foi (« Je ne suis pas un européiste, pas un eurosceptique, ni un fédéraliste au sens classique ») et de son programme (« Une Europe qui protège les Européens ») n'a pas de quoi inquiéter au sommet de l'UE, tant sa foi dans le credo libéral est attestée. Lui-même est le produit assez pur des milieux politiques et financiers qui l'administrent directement ou indirectement – l'absence de toute mention des lobbies dans son programme étant d'ailleurs significative.

Cependant, à Bruxelles comme à Berlin, on est très sensible aux moindres prémices de dissidence, et l'expression du soulagement après le scrutin a vite été suivie par quelques rappels à l'ordre – ou à l'ordolibéralisme. Aussi a-t-on assisté à une salve d'avertissements, Jean-Claude Juncker ayant tiré le premier (« les Français dépensent trop d'argent et ils dépensent au mauvais endroit » – comprendre : dans les budgets publics), imité par Pierre Moscovici (« La France peut et doit sortir maintenant

de la procédure de déficit excessif »). La presse conservatrice allemande est allée dans le même sens, non sans s'inquiéter (« Combien Macron va-t-il nous coûter ? », a titré Bild, rejoint par quelques confrères).

L'antienne des «réformes structurelles»

Durant sa campagne, Emmanuel Macron a certes critiqué les excédents commerciaux allemands et « le dumping fiscal et social », préconisé l'émission d'euro-obligations à taux unique pour les pays de la zone euro, la mutualisation des dettes européennes ou la création d'un ministère des Finances européen... Mais le candidat a surtout repris l'antienne des «réformes structurelles» « qui ont trop longtemps été repoussées » et affirmé son désir de respecter les critères européens avec la promesse d'une réduction des dépenses publiques de 60 milliards d'euros en cinq ans, impliquant notamment la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires. De quoi voir dans son programme un « copier-coller des recommandations européennes », selon Martine Orange, ou une récitation des « consignes de la Commission », selon Jean-Luc Mélenchon. De fait, s'il préconise quelques évolutions économiques et institutionnelles, elles sont marginales et déjà avalisées, ou presque, au sein de la Commission européenne et en Allemagne : degrés d'intégration

différents pour les États-membres, budget de la zone euro, restructuration de la dette grecque, intégration de clauses sociales et environnementales dans les traités de libre-échange (lire l'article de Mediapart).

Le président en marche voit avant tout des problèmes techniques dans les dysfonctionnements de l'UE, ou des malentendus. La défiance qu'elle suscite serait d'abord due aux « responsables nationaux [qui] ont instillé le virus de la défiance » et en ont fait un « bouc émissaire systématique ». Faute d'un diagnostic critique sur sa dérive anti-démocratique, ses réponses sur ce plan semblent d'ampleur limitée et d'application hypothétique, à l'image des grandes « conventions démocratiques » qu'il voudrait voir organiser par les États-membres. « La logique européenne est mue par une logique de désir qui, par cercles concentriques, entraîne tout le monde », assure-t-il, souscrivant à l'idée qu'il suffirait de raviver la flamme.

New deal, vieilles recettes

Aussi les inquiétudes berlinoises sont-elles très exagérées, et les sommations bruxelloises probablement de pure forme. La chancellerie allemande anticipe simplement une éventuelle évolution du rapport de forces, si Emmanuel Macron – contrairement à son prédécesseur – choisi d'en jouer. Le SPD plaide pour assouplir l'orthodoxie budgétaire et accorder

quelques marges de manœuvre au président français, lequel pourrait mettre dans la balance sa volonté de mener les « réformes ». On doute cependant que son « New Deal franco-allemand » mette en jeu plus qu'une tolérance de 0,5% pour le déficit public.

Lui-même, écartant toute idée de confrontation, s'est attaché à rassurer le partenaire allemand quant au rétablissement de la « confiance » entre les deux pays, si ardemment souhaité outre-Rhin. Dans l'entretien à Ouest-France du 12 avril qui a fait froncer les sourcils allemands pour son allusion aux excédents, il affirmait aussi : « L'Allemagne, aujourd'hui, attend que la France soit au rendez-vous des réformes. Tant qu'elle ne le sera pas, on ne pourra pas retrouver la confiance des Allemands qu'on a trahis deux fois, en 2003 et en 2007 ». Son alignement idéologique sur Bruxelles et Berlin, à quelques nuances près, promet à la France un ajustement douloureux (sur les terrains du marché du travail, de l'assurance chômage et des retraites) dont les vertus postulées sont pourtant de plus en plus contestées (lire l'article de Romaric Godin). Comment croire que le volontarisme d'Emmanuel Macron, agent d'une continuité politique et économique presque complète pour l'Europe, puisse contribuer à sauver celle-ci ? @JLATT

MINORITÉS EN LUTTE : LES IMAGES ET LES MOTS

Si elles prennent un tour souvent épidermique, les controverses chroniques sur les droits et les mobilisations des minorités n'ont rien d'épiphénomènes : elles témoignent au contraire de la progression – difficile mais réelle – de luttes qui interrogent les représentations dominantes.

Anne Hidalgo et la Licra en croisade contre la non-mixité

Se faisant le relais de la fachosphère, la Licra et la maire de Paris, Anne Hidalgo, ont fustigé un festival afroféministe qui réserve certains moments aux femmes noires. Sur la foi d'informations fausses et en totale méconnaissance du principe de la non-mixité.

Certains, qui n'ont jamais eu besoin de lutter pour leur émancipation et pour l'égalité, ont trouvé un nouveau passe-temps : chercher quel événement organisé par et pour les personnes racisées ils vont pouvoir attaquer. L'été dernier, le camp décolonial de Reims avait donné des haut-le-cœur aux antiracistes spécialistes ès «racisme anti-blancs» (camp qui, au demeurant, avait réuni 170 personnes). Cette année, c'est donc au tour du collectif Mwasi d'en faire les frais. En cause : l'organisation du «Nyansapo Fest», un «festival afroféministe», à Paris du 28 au 30 juillet.

Anne Hidalgo dans la foulée de la fachosphère

Concrètement, ce festival se décompose en quatre espaces : un premier réservé aux femmes noires, un deuxième aux personnes noires, un troisième aux femmes racisées et un dernier ouvert à tout le monde, comme il est clairement indiqué sur la brochure du programme.

Le 26 mai, sur le forum de jeuxvideo.com, la fachosphère organise la fronde pour dénoncer cet événement. Et les dominos tombent. Fdesouche et le FN d'abord. Puis la Licra s'en fait l'écho, osant sur Twitter un « Rosa Parks doit se retourner

dans sa tombe ». Enfin viennent Ni putes ni soumises, SOS Racisme, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Raphael Enthoven, Joann Sfar, etc.

Mais c'est surtout la vive réaction d'Anne Hidalgo, en sa qualité de maire de Paris, qui a le plus surpris. Via Twitter, elle « condamne avec fermeté l'organisation à Paris de cet événement «interdit aux blancs» », en « demande l'interdiction », annonce « saisir le Préfet de police en ce sens » et se « réserve également la possibilité de poursuivre les initiateurs de ce festival pour discrimination ».

Je condamne avec fermeté l'organisation à #Paris de cet événement «interdit aux blancs». <https://t.co/DKJmdPry5v>
– Anne Hidalgo (@Anne_Hidalgo) 28 mai 2017

Et voilà comment les « 80% du festival », soit la place laissée à « l'espace non mixte femmes noires » deviennent officiellement un « festival interdit aux blancs ». Une fois de plus, la non-mixité fait scandale. À Nuit debout, des réunions sont réservées aux femmes : scandale. Le camp décolonial : scandale. Et ce sont toujours des membres de groupes majoritairement masculins, blancs et influents qui protestent.

La non-mixité aux origines des mouvements d'émancipation

Des luttes pour les droits civiques des Noirs américains à celles des femmes françaises en passant par celles des

LGBT, la non-mixité a toujours été un passage obligatoire, le début de quelque chose de plus grand avant l'offensive, l'ouverture. Christine Delphy en définissait parfaitement la « nécessité politique », l'année dernière sur le site Les mots sont importants : « Dans les groupes dominés-dominants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à... dominer. Les opprimés doivent non seulement diriger la lutte contre leur oppression, mais auparavant définir cette oppression elles et eux-mêmes ». La sociologue affirmait encore :

« C'est pourquoi la non-mixité voulue, la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de dérapier vers une reconduction douce de la domination. »

Les Noirs ne s'émancipent pas du Blanc en commençant par lui demander son avis (encore moins sa permission), pas plus que la femme de l'homme ou l'ouvrier du patron. Relisons ce témoignage de Monique Wittig, daté de 1979 mais publié seulement en 2008 par ProChoix (revue fondée par Caroline Fourest, entre autres), rapportant le contexte des premières réunions (non-mixtes) qui allaient donner naissance au mouvement féministe français, et à ce qu'on appellera par la suite le MLF : « Les filles de Vincennes n'arrêtaient pas de dire : «On ne peut pas

faire ça, il faut prendre le terrain comme il est. Nous avons affaire à un ensemble de femmes et d'hommes, il faut partir de là». Finalement personne n'a lâché, on a beaucoup discuté, et on a fait quelque chose de très bien ». Et la romancière militante de préciser :

« C'est-à-dire : on invite tout le monde à venir, à une certaine occasion qui reste à définir, et après, on prend un amphi, on explique la situation à tout le monde, et on demande aux hommes de partir. «Nous ne commencerons la réunion que quand les hommes seront partis». C'était une gageure, mais c'est ce qu'on avait décidé de faire. »

Rétropédalage dans la semoule

On pourrait ici souligner les indénombrables lieux officiels (ou officieux) de non-mixité, genrée ou raciale, qui perdurent en France, mais il serait trop long d'explorer les méandres du CAC 40, du Parlement, du Conseil de Paris ou encore de l'organigramme de la Licra. Sans parler des clubs qui ont pignon sur rue : le Siècle, le Jockey, l'Interallié, le Travellers, le Polo ou l'Automobile Club de France, etc. Mais il est aussi des lieux très respectables, comme la Maison des femmes de Paris, «association féministe non mixte et laïque» qui se voit soutenue et financée par la mairie de Paris. En 2017, il n'y a que l'électorat de François Fillon qui verrait-là un affront à la condition masculine. Et pourtant, c'est bien la gauche qui s'indigne.

Quand le PS cherche un bon moyen pour faire oublier ses turpitudes politiques, il n'a toujours rien trouvé de mieux que d'agiter le drapeau de la République en chantant « Égalité ! Laïcité ! ». Des mots plus que des valeurs, puisque des années de pouvoir ont prouvé son peu d'enclin à occuper de ce terrain-là.

La maire socialiste de Paris s'est certes emparée de cet événement parce que le lieu principal du festival est un endroit loué par la municipalité à La Générale. Sauf que... les ateliers non-mixtes se dérouleront, eux, dans des locaux privés. Et Anne Hidalgo, réagissant au quart de tour, s'est empêtrée dans un boursier dont elle ignorait les « subtilités », allant jusqu'à recevoir un « merci » de Fdesouche.

Dans un communiqué, La Générale rappelle que « lorsque la question de la race n'est pas évoquée, les groupes de discussion féministes «entre femmes» n'ont jamais posé de problème à grand monde. » Rétropédalage ce lundi 29 mai d'Anne Hidalgo, toujours via Twitter. La maire de la capitale assure qu'« à la suite de [s]on intervention ferme hier auprès des organisateurs, une solution claire a été établie ». Laquelle ? « Le festival organisé dans un lieu public sera ouvert à tous. Des ateliers non-mixtes se tiendront ailleurs, dans un cadre strictement privé. » Soit exactement ce qui était prévu initialement par les organisateurs. Heureusement, il n'est jamais trop tard pour méditer les paroles de Nelson Mandela : « Ce qui est fait pour nous sans nous est fait contre nous ». @LOICLECLERC33

Anne Hidalgo et la Licra en croisade contre la non-mixité

Se faisant le relais de la fachosphère, la Licra et la maire de Paris, Anne Hidalgo, ont fustigé un festival afroféministe qui réserve certains moments aux femmes noires. Sur la foi d'informations fausses et en totale méconnaissance du principe de la non-mixité.

Une bonne quinzaine de militants et militantes LGBTQI se sont retrouvées à l'aube, ce lundi matin, pour faire rougir le parterre de la tour Mirabeau de tags « Hanouna, producteur d'homophobie, CSA complice ». Quinze minutes top chrono pour cette action zap, selon la tradition actupienne, pour dénoncer devant son siège la passivité et la lenteur du CSA, alerté depuis de nombreux mois par les multiples signalements des dérapages sexistes, racistes et LGBTIphobes de l'émission Touche pas à mon poste.

Le cas le plus récent remontait à jeudi dernier, lorsque Cyril Hanouna, son producteur et animateur avait humilié, piégé et outé en direct devant des millions de téléspectateurs un jeune homosexuel

en incarnant son personnage habituel favori, Jean-José, un homme efféminé, le tout sous l'hilarité générale de son public et de ses chroniqueurs.

Le Cas Hanouna

Cyril Hanouna, grand « gourou », pour reprendre l'expression de Sofia Aram sur France Inter ce lundi matin, n'en est plus à son coup d'essai. Révélation de la sexualité et humiliations répétées de son chroniqueur gay souffre-douleur Matthieu Delorme, attouchements non-consentis sur des femmes invitées en plateau sous les rires du public, déguisements racistes : la violence grossière ou plus pernicieuse qui se propage sur les plateaux de Touche Pas à mon Poste semblait atteindre un nouveau

paroxysme avec l'outing du jeune homosexuel jeudi dernier. Ce dernier a depuis contacté l'association Le Refuge à la suite de réactions violentes de la part de sa famille.

Face aux réactions des associations relayées par les médias et celles de certains politiques de tous bords qui sont parvenues jusqu'aux oreilles de celui qu'on-ne-devrait-pas-toucher – »BABA« – et de son équipe, le grand jeu du martyr sacrifié sur l'autel du politiquement correct peut commencer. Hanouna en est coutumier et fait recette sur ces débordements. Ce fut le cas lors de l'attouchement de l'une des invités par le chroniqueur Jean-Michel Maire, qui avait suscité pas moins de 2.666 signalements auprès du CSA. Ce dernier s'était ensuite dit très affecté de la polémique concernant son propre méfait.

Quant au premier concerné, l'animateur s'est empressé de critiquer le CSA pour avoir encouragé la délation et « l'hystérie » générale à son encontre. Ce lundi matin, l'organisme enregistrait à peu près 20.000 signalements sur la seule séquence concernée. Du jamais vu, un record que même Eric Zemmour, tout zèle xénophobe dehors, n'était pas parvenu à battre l'année dernière. Pourtant si la séance a profondément choqué, cette « banalité du mal » sur nos écrans reste cependant difficile à enrayer.

Télé-Bolloré, une machine à « dérapages incontrôlés »

Lundi soir, Baba fustigait, avec l'aide de ses chroniqueurs zélés, la vilenie des médias et « leur mépris de classe », abattant alors la carte populiste en grand prestidigitateur de masses qui aiment rire de tout et de tout le monde sans distinction. Dans la galaxie Hanouna, le rire, tout comme la victimisation, recouvrent constamment les véritables victimes. Aussi, les prétendues excuses de l'animateur avaient-elles un air de déjà-vu.

Mais le problème est plus profond. Des ondes radios aux plateaux télé, si le petit gourou révèle régulièrement son despotisme sur un territoire aux quelques millions de téléspectateurs, il n'est que la partie émergente la plus crasse d'une évolution médiatique inquiétante. Un despotisme en cache souvent un autre. Vincent Pujol, directeur des programmes de C8, ainsi que les deux directeurs de C8 et Canal Plus ne cessent depuis quelques jours de voler au secours de celui qui est « injustement » accusé d'homophobie. L'empire Bolloré a l'habitude des passages en force, même des plus violents, tant que l'audience est au rendez-vous.

« Il ne s'agit en rien de dérapages, mais d'un système qui banalise et encourage l'humiliation et la violence sur des personnes en raison de ce qu'elles sont », expliquaient ainsi les activistes dans leur communiqué ce lundi matin. En novembre dernier, l'imposition de Jean-

Marc Morandini avait achevé la naissance de CNews, enterrant médiatiquement I-Télé et, dans la foulée, la mise en examen de ce dernier pour corruption de mineurs aggravée. Dans un contexte particulièrement tendu avec la chaîne, la puissance de Bolloré semblait alors inébranlable, témoignage d'un rapport de forces a priori impossible à renverser.

Touche pas à mes sponsors !

La lenteur des procédures engagées par le CSA, dont les possibles sanctions ne seront rendues publiques qu'à la fin du mois, ne sont sans doute pas les conséquences les plus à craindre pour le géant Bolloré – même si elles terniraient clairement l'image de sa poule aux œufs d'or au contrat de 250 millions d'euros. La lenteur des procédures légales du CSA est accablante. La mise en demeure de C8 en 2016, mais également la saisie par un rapporteur indépendant du dossier concernant les humiliations de l'un de ses chroniqueurs Matthieu Delormeau, le 3 novembre dernier, sont toujours sans suite. On attend encore la décision du rapporteur indépendant, qui ne peut s'exprimer sur le sujet, tout comme le CSA. Il y a finalement assez peu d'illusions à entretenir quant à une suspension de l'émission.

La guerre des images et des marques qui s'est récemment engagée est en revanche plus intéressante. La riposte des associations et des militants l'ont bien compris : « L'émission bénéficie

d'une complaisance complice de la part des autorités publiques, mais aussi des sponsors et marques, et évidemment de la chaîne C8 et des responsables du groupe Canal, qui soutiennent son émission », écrivaient-ils, annonçant dans la foulée diriger leurs regards vers ces derniers. Face à l'inaction des pouvoirs publics, la seule manière d'atteindre l'immaculé gourou consiste à renverser son trône d'or, trône qui apporte à C8 la majorité de ses annonceurs et investissements.

L'orchestration d'un faux mea culpa avec tous ses petits animateurs ne suffisait pas à masquer hier le changement de ton de l'animateur, soudainement devenu grand champion des droits LGBT et victime d'une petite erreur de jugement « qu'on ne reproduira pas ». Une erreur qui n'avait cependant pas échappé à Décathlon, Petit Navire, Chanel, Bosch et Disneyland, mais également à Peugeot Citroën et DS, qui ont depuis retiré leurs sponsorings ou investissements publicitaires. L'image fait vendre et le bad buzz est fui comme la peste. « Plus de blagues sur les homosexuels », annonait Hanouna en fin d'émission, alors que le président de Stop Homophobie lui rappelait le contexte de persécutions internationales des LGBTI. Ces derniers, redevenus sujets et non objets de moquerie, désormais à même de faire trembler le despote, feront bien de lui rappeler qu'il n'a visiblement pas compris qu'il s'agissait de bien plus que cela...

CYRIL LECERF MAULPOIX